

Cercle de Tours de 86^e Silences

bulletin n°19

mardi 28 avril 2015

LES DAMNES DE LA MER

Le rejet de l'immigration est une perte de sens pour l'humanité.

La réflexion de ce mois d'avril accompagnera la première rencontre de notre huitième année de protestation contre la politique sur l'immigration retenue par la France. Cette politique, conditionnée par les choix de l'Europe entière, est aussi appliquée avec zèle dans notre département.

A chacun de ces niveaux la stratégie de rejet de l'étranger trouve une application toujours plus inhumaine.

En Indre et Loire toutes les institutions (État, région, département, communes) consolident leur inaction

Avec pour conséquences de :

☞ Laisser des sans abri à la rue : au prétexte que ce sont, comme partout en France, pour 55 % des étrangers demandeurs d'asile ou déboutés qu'il faut à tout prix laisser dans la précarité, les mises à l'abri sont insuffisantes et les solutions pérennes écartées (voir articles de Paul Champsaur - ancien directeur de l'ISEE - dans *La Croix* du 2 février 2015 et du 25 mars 2013). Les refus d'hébergement concernent même des mineurs isolés, des handicapés, des femmes venant d'accoucher, des malades du cancer traités en chimiothérapie. Les expulsions locatives sans relogement se généralisent dès les premiers rejets des demandes de séjour alors que des recours sont encore possibles. Qu'importe que le nombre des personnes qui meurent dans la rue chaque année augmente (plus de 480 morts dans la rue ont été recensés en 2014 contre 453 en 2013 - *La Croix* du 16 mars 2015 et du 11 mars 2014) et qu'au total, en France, plus de 140.000 personnes soient sans abri (1400 en Touraine - voir message de février 2015), les institutions ne se mobilisent pas vraiment alors qu'elles laissent sous nos yeux des milliers de logements vides.

☞ Affamer les déboutés : sous le même prétexte de précarisation, pour éviter l'appel d'air, des diminutions ou suppressions d'aides sociales ou de droits aux allocations sont pratiquées par le CCAS de Tours et le Conseil Général.

☞ Désarmer leurs soutiens : l'arrêt ou la diminution des subventions, déjà symboliques, aux associations de soutien aux étrangers, comme Chrétiens-Migrants, semble être la stratégie retenue par les nouveaux pouvoirs locaux. Pour cette association celle de la ville de Joué a été abaissée de 300 à 200 € et celle de Tours n'est pas prévue dans la première dotation (2500 € attendus). Quant au Conseil Général, ce qui était fixé en janvier ne le sera qu'en juin.

☞ Détourner les lois qui pourraient être favorables aux mineurs étrangers : saisissant l'opportunité de la répartition sous cinq jours des MIE dans la France entière (loi Taubira) le département s'ingénie à se débarrasser sur d'autres des jeunes qui arrivent. Il utilise aussi systématiquement la procédure controversée des mesures osseuses pour les déclarer majeurs et ne pas les prendre en charge.

☞ Laisser se développer la répression : en s'appuyant sur la collaboration de la police qui harcèle certains demandeurs au point de les faire placer en rétention quatre fois de suite malgré les annulations répétées par le J.L.D. pour des procédures illégales, les autorités locales entretiennent une angoisse permanente dans la population étrangère.

En France la ligne politique choisie amplifie le rejet de l'étranger

Le cumul de ces manœuvres appliqué en Touraine, sous nos yeux, à l'encontre des étrangers, comme des pauvres, s'inscrit dans un processus de rejet de l'étranger que le projet de loi en cours de discussion va encore renforcer. (voir bulletin du 85^{ème} Cercle) Il est donc très important de s'opposer à ce système qui comprend des contrôles au faciès, des traques à tous niveaux, des dénonciations systématisées dans tous les services publics, des prises d'empreintes et des fichages électroniques (efficaces comme les tatouages sur les bras), des arrestations arbitraires, des mises en rétention, des enfermements (y compris d'enfants) et des expulsions brutales.

En Europe la fermeture des frontières a de graves conséquences

Poussés par un sentiment d'insécurité et de repli sur soi, propre aux civilisations vieillissantes, l'Europe et notre pays s'enferment dans une politique généralisée de rejet de l'étranger, au point de renier toutes les valeurs qui ont toujours construit l'humanité. L'ONU et les États du Conseil de sécurité doivent chercher à mettre fin à la guerre et à la misère dans les pays d'origine des migrants. Une entreprise de longue haleine qui nécessite de mettre le développement en tête des priorités. L'Europe laisse des milliers de réfugiés se noyer en mer. Ces personnes persécutées qui fuient les zones de conflit, c'est la conséquence de la fermeture de nos frontières; elles sont contraintes de confier leur vie à des passeurs sans scrupule qui les abandonnent honteusement. Résultat : plus de 20 000 morts (3 400 en 2014 et après les 450 morts de la sem-

aine passée, ce sont 800 personnes qui ont disparues en ce dimanche 19 avril. (*Communiqué du HCR ; voir aussi analyse des causes structurelles par Saïd Bouamama - 21 mars 2015*)

Notre humanité est noyée en Méditerranée. Que sera cette année qui voit déjà 30 fois plus de noyés que l'année passée ? Comme le dit le président italien Sergio Mattarella : " *À rester sans réaction, ou à nous enfermer dans la crainte et l'escalade dans la peur et le rejet de l'autre nous perdons notre humanité.* " L'Union européenne, dont le niveau de vie et la stabilité politique attirent ces migrants, doit empêcher ces naufrages. Il devient insoutenable de voir qu'une grande puissance économique de la planète se montre si chiche dans la création d'un dispositif de surveillance et d'intervention maritimes d'envergure, alors que des centaines de milliers de personnes, massées sur les côtes nord-africaines, vont tenter la traversée. L'Union européenne doit agir, avec les pays arabes et l'ONU, pour stopper le chaos en Libye où l'effondrement de l'État permet aux passeurs de s'y livrer à de terribles trafics et aux djihadistes d'y prospérer (90% des migrants qui arrivent en Italie passent par la Libye).

L'encampement du monde, seule solution trouvée, est inacceptable. Alors que cette année, mois après mois, nous commémorons la triste découverte de l'ampleur de la déportation d'il y a 70 ans, l'encampement du monde se poursuit avec des objectifs différents sur un fond de développement du racisme et de la xénophobie partout en Europe (voir bulletin 84ème Cercle). Bien sûr il est hors question de comparer l'action de notre pays qui a reconstitué les camps d'enfermement dans ses 25 "centres" de rétention avec celle des créateurs des camps d'Auschwitz, Buchenwald, Mauthausen, et autres "centres" de transit, de travail, ou surtout d'extermination de l'époque. Toutefois, nous sommes au début d'une escalade dont nous ne connaissons pas l'aboutissement mais dont nous constatons les prémises.

Faire mémoire pour ne pas recommencer

La promesse de "plus jamais ça" de l'après guerre doit rester présente à notre conscience Pour les prendre en charge correctement et solidairement, les pays européens doivent d'urgence élaborer une politique européenne commune sur l'immigration (*Jérôme Vignon, Président de l'Observatoire de la pauvreté - La Croix 16/04/2015*)

Le mur meurtrier de la Méditerranée

Déjà plus de 1 600 morts ou disparus depuis le début de l'année 2015 selon le HCR... 3419 migrants sont morts en 2014 en tentant de traverser la Méditerranée selon l'agence de Nations-Unies pour les réfugiés. Ce chiffre macabre fait de la Méditerranée la frontière la plus meurtrière, le nombre total de décès pour le monde entier étant de 4272. Sur une durée plus longue ce sont plus de 20 000 migrants qui ont perdu la vie depuis l'an 2000. La tendance est de surcroît à une hausse permanente, l'année 2014 ayant battu tous les records en laissant loin derrière le précédent pic qui était de 1500 décès en 2011. Les discours politiques et médiatiques construisent chaque nouveau drame comme des catastrophes imprévisibles sur lesquelles les gouvernements européens n'auraient aucune prise et aucune responsabilité. Le discours de la catastrophe cache un processus d'assassinat de masse de l'Union Européenne.

Les angles morts sur les causes structurelles

Le premier angle mort des discours politiques et médiatiques est celui des causes économiques poussant des dizaines de milliers d'Africains à risquer leurs vies dans des traversées qu'ils savent meurtrières. Depuis les indépendances politiques de la décennie 60, d'autres mécanismes que l'occupation militaire directe sont venus prendre le relais pour assurer la reproduction du "pacte colonial" c'est-à-dire la construction des économies africaines selon les besoins de l'Europe et non selon les besoins des peuples africains. Sans être exhaustif rappelons quelques-uns de ces mécanismes.

Les accords de coopération économique, financière et monétaire que les différents pays européens imposent aux pays africains impliquent une vente des matières premières à des coûts inférieurs à celui du marché mondial et interdisent la taxation des produits importés d'Europe. Prenons l'exemple du dernier accord signé entre l'Union Européenne et les 15 États de l'Afrique de l'Ouest dit "Accord de partenariat économique" (APE). Cet accord interdit la taxation des 11, 9 milliards d'euros de produits importés par l'Union Européenne en 2013. Il met ainsi l'agriculture vivrière locale en concurrence avec l'agriculture industrielle européenne

poussant à la misère des centaines de milliers de paysans. Les conséquences coulent de source : " *Cet Accord renforcera une migration massive de populations privées d'avenir dans leur pays, dans une situation où la population d'Afrique de l'ouest fera plus que doubler d'ici 2050, atteignant 807 millions d'habitants (contre 526 millions pour l'UE à la même date), et dans un contexte de réchauffement climatique particulièrement accentué dans cette région.* "

Le caractère exploiteur de ces accords est tel que le professeur Chukwuma Charles Soludo, déclare le 19 mars 2012 que l'APE d'Afrique de l'Ouest constitue un (AO) "second esclavage". Mais l'APE n'est que la systématisation à grande échelle de logiques de mises en dépendance antérieures comme "l'aide liée" imposant le recours aux entreprises françaises en échange d'un financement de projets d'aménagement, les Plans d'Ajustement Structurel imposant des réformes libérales en échange d'un crédit ou d'un report de remboursement d'une dette, ou pire encore l'institution du Franc CFA qui permet le contrôle des politiques monétaires de la zone franc. Ces causes directes de la paupérisation africaine et de la pression migratoire sont tuées par le discours politique et médiatique dominant. Elles démentent l'idée d'une catastrophe imprévisible sur laquelle l'homme n'aurait aucune prise. Le discours médiatique de la catastrophe n'est qu'un processus de masquage des causes économiques structurelles.

Bien sûr de tels mécanismes ne sont possibles que par le recours direct ou indirect à la force allant de l'assassinat des opposants à ces politiques en passant par les coups d'États ou les guerres ouvertes. C'est la raison de la fréquence des interventions militaires européennes directes ou indirectes en Afrique. Si la France est la plus présente dans ces aventures guerrières en Afrique c'est sur la base d'une délégation européenne. Face à la montée des puissances émergentes, face à la concurrence économique états-unienne et chinoise, l'Europe mandate ainsi la France pour la défense des intérêts de l' "Eurafrrique" c'est-à-dire pour la consolidation d'un néocolonialisme socialisé à l'échelle de l'Union Européenne. Cette "Eurafrrique" économique et militaire

est un vieux projet de certaines fractions du capital financier européen. Elle a été freinée par les concurrences entre les différents pays européens qui tendent à être mises au second plan du fait de l'exacerbation de la concurrence liée à la mondialisation capitaliste. Voici comment Aimé Césaire alertait déjà en janvier 1954 sur l'Eurafrique en se trompant uniquement sur la nationalité du soldat : *"Je le répète : le colonialisme n'est point mort. Il excelle, pour se survivre, à renouveler ses formes ; après les temps brutaux de la politique de domination, on a vu les temps plus hypocrites, mais non moins néfastes, de la politique dite d'Association ou d'Union. Maintenant, nous assistons à la politique dite d'intégration, celle qui se donne pour but la constitution de l'Eurafrique. Mais de quelque masque que s'affuble le colonialisme, il reste nocif. Pour ne parler que de sa dernière trouvaille, l'Eurafrique, il est clair que ce serait la substitution au vieux colonialisme national d'un nouveau colonialisme plus virulent encore, un colonialisme international, dont le soldat allemand serait le gendarme vigilant."*

Ces guerres directes ou indirectes sont la seconde cause de la pression migratoire. Ce n'est pas seulement pour survivre économiquement que des milliers d'africains risquent leurs vies en méditerranée mais pour fuir les guerres européennes et leurs conséquences en termes d'installation de régimes dictatoriaux ou pire encore le chaos comme en Lybie ou au Congo avec l'installation de " seigneurs de guerres " avec lesquels le commerce peut continuer. Le discours médiatique de la catastrophe masque également la responsabilité européenne vis-à-vis de cette cause des migrations contemporaines.

Frontex ou la création des conditions d'un assassinat de masse

Si les causes évoquées ci-dessus suffisent pour comprendre la hausse de la pression migratoire, elles ne suffisent pas à expliquer l'augmentation du nombre de décès au cours de la migration. Pour cela il faut orienter le regard vers les réponses de l'Union Européenne à cette pression migratoire. Ces réponses se concrétisent depuis 2005 par l'action de l'agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne (FRONTEX). Le statut d'agence offre une autonomie importante qui a été encore renforcée le 10 octobre 2011 en l'autorisant à posséder désormais son propre matériel militaire. Les moyens financiers mis à disposition de FRONTEX sont en augmentation constante : 19 millions d'euros en 2006 et 88 millions d'euros en 2011. Concrètement l'agence organise des patrouilles militaires afin de refouler les migrants vers des pays voisins d'une part et signe des accords avec des États tiers pour qu'ils fassent barrage en amont sur les candidats à la migration d'autre part. Pour mener à bien sa première mission, l'agence dispose de moyens militaires en constante augmentation mis à disposition par les États membres ou en possession propre : plus d'une quarantaine d'hélicoptères et d'avions, d'une centaine de bateaux et environ 400 unités d'équipement tels que des radars, des sondes, des caméras, etc. Nous sommes bien en présence d'une logique de guerre contre les migrants. De tels moyens militaires permettent à l'agence d'assurer en particulier des patrouilles fréquentes dans les eaux territoriales des États membres mais également dans les eaux internationales. La Ligue belge des droits de l'homme décrit à juste titre l'agence comme une " véritable armée au service de la politique migratoire

d'une Europe forteresse, menant à armes inégales une guerre aux migrants qui n'ont rien de soldats". Cette logique de guerre conduit les candidats à la migration à des prises de risques de plus en plus importantes pour échapper à la surveillance des patrouilles de FRONTEX. La hausse du nombre de décès n'est pas le fait d'une catastrophe imprévisible mais le résultat de décisions prises en toute conscience des conséquences meurtrières. La seconde mission de FRONTEX consistant en la signature d'accords avec les pays africains riverains de la méditerranée n'est rien d'autre qu'une externalisation du "sale boulot" pour reprendre une expression de la juriste Claire Rodier. Les conséquences de cette externalisation sont logiques : *"Cette externalisation qui consiste, pour les États européens, à sous-traiter la gestion de l'immigration irrégulière aux pays limitrophes (Maghreb, Europe de l'Est) a plusieurs avantages : d'une part, elle opère un transfert du "sale boulot" (déportations de masse, détentions arbitraires, tortures) dans des pays dont les standards sont moins élevés qu'en Europe, en permettant de s'affranchir des obligations que les lois européennes imposent en matière de respect des droits de l'homme ; d'autre part, elle participe du rapport de dépendance que l'UE entretient avec son voisinage proche. Car, aux pays concernés, on promet, en échange de leur collaboration, le financement d'actions de coopération ou des contreparties de nature politique ou diplomatique."* Aux morts de la méditerranée, il convient donc d'ajouter les sévices, les brutalités et les morts de la sous-traitance. Ce rôle d'installation des conditions de l'assassinat institutionnel de masse est, bien entendu, absent des reportages que nos médias diffusent à chaque naufrage meurtrier.

Le discours médiatiques sur les passeurs

Ayant occulté les causes structurelles de la hausse de la pression migratoire et les causes de sa traduction en décès dans la méditerranée, il ne reste au discours médiatiques qu'à ne se centrer que sur les passeurs. Ceux-ci seraient les seuls responsables de la situation et la lutte contre les réseaux de passeurs est présentée comme la solution. Le centrage des discours politiques et médiatiques sur les seuls passeurs contribue une nouvelle fois à occulter les véritables raisons des drames réguliers de la méditerranée. Nous n'avons, bien entendu, aucune sympathie pour ces passeurs. Nous devons néanmoins rappeler que tant qu'il y a une demande de migrants, il y aura une offre de passages clandestins. C'est le propre des politiques qui ne veulent pas s'attaquer aux causes d'un problème social que de n'aborder que l'offre et d'occulter la demande. S'attaquer aux seuls dealers sans s'interroger sur la demande de "paradis artificiels" d'un nombre grandissant de citoyens, adopter une politique prohibitionniste en matière d'alcool sans s'attaquer aux causes de l'alcoolisation, etc. Les exemples sont nombreux de ces politiques hypocrites prétendant agir sur les conséquences alors que les causes restent occultées. Confrontés à une hausse des risques de contrôle, les passeurs sont incités à se débarrasser de leurs cargaisons encombrantes le plus tôt possible et par n'importe quel moyen. *"De nouveaux éléments recueillis, mardi 16 septembre, par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) sont venus confirmer la thèse selon laquelle ce sont bien les passeurs qui ont volontairement embouti le bateau de centaines de migrants avant que celui-ci ne coule"* souligne Elise Vincent dans l'édition du Monde du 16 septembre 2014. Si ces criminels doivent être poursuivis et jugés, il n'en demeure pas moins que de

telles pratiques ne sont possibles que parce que la politique européenne en crée les conditions. Ces mêmes orientations politiques créent une occasion de profit en or pour la mafia par l'exploitation de ceux qui ont pu échapper à la mort. Le journaliste de l'agence Reuter décrit comme suit cette nouvelle " poule aux œufs d'or " de la mafia à Lampedusa : " Ici, à huit heures de bateau de la Sicile, la mafia fait déjà ses affaires en accueillant des migrants dans des centres exploités par des sociétés privées sur délégation de l'Etat. C'est toujours les mêmes qui gagnent les appels d'offre depuis des années. Un migrant rapporte en subvention une trentaine d'euros par jour. Avec ces dizaines de milliers de migrants, c'est un business en or, plus rentable même que le trafic de drogue, de l'aveu d'un gangster, piégé par des écoutes téléphoniques lors d'une enquête sur la corruption à Rome. Ce qui est vrai dans la capitale sera vrai partout en Italie. Une illustration de cette organisation, c'est le scénario, toujours le même, qui précède les secours. A bord des rafiots pourris partis de Libye, il n'y a rien à manger

ou à boire, pas d'essence, mais un téléphone satellitaire pour appeler au secours. Un équipement bien trop coûteux pour les passeurs. A terre, les migrants fournissent une main d'œuvre à bon marché. Dans l'agriculture pour les hommes, dans la prostitution pour les femmes. Un véritable trafic d'esclaves, et les esclavagistes sont Africains et Italiens." Les travaux de recherche sur les discriminations considèrent qu'une des formes de celles-ci est la discrimination systémique c'est-à-dire étant la conséquence d'un système et non d'une décision volontaire de discriminer. Nous pouvons emprunter le même concept en ce qui concerne les morts de la méditerranée. Certes l'assassinat de ces migrants n'est pas direct. Il est en revanche le résultat inéluctable des politiques de l'Union Européenne tant dans sa politique africaine que dans sa politique migratoire, tant dans la hausse de la pression migratoire que dans sa traduction en décès à grande échelle.

(Said Bouamama, 21 mars 2015)

Jusqu'à quand ?

Guy Aurenche, président du CCFD-Terre solidaire, lance un cri du cœur afin que cesse l'aveuglement de nos sociétés occidentales après les naufrages, sans précédent au XXIème siècle, des migrants en Méditerranée.

"Réveiller nos consciences pour que ce qui est arrivé ne se répète pas. Que cela ne se répète pas, s'il vous plaît !" (Pape François, le 8 juillet 2013 à Lampedusa).

Jusqu'à quand livrerons-nous à la mer ou au désert ceux et celles que la pauvreté, la guerre, ou l'envie ont poussés vers d'autres horizons ? Faut-il se taire parce que les solutions sont difficiles à trouver... et livrer des personnes à la mort ? Ou accueillir en nous serrant un peu et en contestant la stratégie européenne exclusivement répressive, comme si celle-ci pouvait décourager ceux qui n'ont pas d'autre choix ?

Jusqu'à quand... oublierons-nous que nos " pères " furent des migrants qui sacrifièrent leur vie pour construire notre " identité française " plurielle et enviable ? Faut-il prétendre défendre la " pureté " du sang ou des croyances... et livrer des personnes à la mort ? Ou constater que la vie jaillit d'apports nouveaux sans lesquels nous ne pouvons créer ?

Jusqu'à quand... nous laisserons-nous berner par des discours xénophobes qui, pour défendre notre " bien-être ", nous rendent aveugles ? Faut-il accepter de déshumaniser celui qui vient d'ailleurs et livrer des personnes à la mort ? Ou pour rester humains, prendre le risque d'être curieux de l'autre ?

Jusqu'à quand... accrédi-ter le discours mensonger de l'invasion de l'Europe ? Faut-il faire des mi-

grants les boucs émissaires de nos crises françaises et livrer des personnes à la mort ? Ou constater que les pays les plus pauvres du monde supportent 70 % des migrants et déplacés tandis que la France (67 millions d'habitants) a accordé l'an passé 20?000 statuts de réfugiés, et accueilli moins de personnes d'origine étrangère que nombre de pays européens ?

Bienheureux celles et ceux qui dénoncent la mondialisation de l'indifférence et pensent que la liberté de circulation des êtres humains doit être protégée autant que celle de l'argent ou des marchandises.

Bienheureux celles et ceux qui, à Calais, à Lampedusa ou ailleurs, parfois en violant la loi, offrent une douche, un toit, un sourire à des personnes réduites à l'état de "sans papiers". Et qui se battent pour qu'aucun jeune ne soit expulsé ou placé en résidence surveillée au prétexte que ses parents vivent dans l'irrégularité. Bienheureux celles et ceux qui affirment que le devoir d'accueillir toute personne fuyant son pays parce qu'elle craint pour son intégrité physique, psychique, religieuse ou culturelle, est une obligation non négociable, même quand les richesses diminuent.

Bienheureux celles et ceux qui agissent avec des partenaires dans les pays pauvres pour qu'ils puissent se développer et lutter contre la misère qui désespère tant de jeunes.

Bienheureux les "fêlés", celles et ceux qui, par une saine naïveté, laissent passer un peu de lumière en ne se résignant pas à l'inhumanité !

(Pèlerin n°6908, 23 avril 2015)

contact : cercledesilence-tours@orange.fr

Le cercle de silence de Tours se réunit chaque mois à l'appel de Chrétiens-Migrants, LDH 37, RESF 37, Pastorale des Migrants, CCFD-Terre Solidaire, Rencontre Entraide Protestante, ACAT, CIMADE, EELV Touraine, NPA, ATTAC, Amnesty International 37, Collectif Palestine 37, et des individus en lutte...

Prochain Cercle de silence : mardi 26 mai